

JJA Croixrault

Chapitre 4 Cadre réglementaire



**ZAC de la Mine d'Or
80290 Croixrault**

Demande d'autorisation environnementale

Version 2

Sommaire

1. La demande d'autorisation environnementale	5
2. Classement au titre des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE)	8
2.1. Rubriques concernées, seuils de classement.....	8
2.1.1. Les marchandises stockées	8
2.1.2. Installations techniques	11
2.2. Situation au regard de l'arrêté du 26/05/2014 dit « Seveso III ».....	17
2.3. Textes applicables	19
2.4. Demande d'adaptation aux arrêtés ministériels.....	20
3. Classement au titre de la loi sur l'eau (IOTA)	21
4. Evaluation environnementale	22
5. Consultation du public	23

Illustrations

Figure 1 : Procédure de demande d'autorisation environnementale	6
Figure 2 : Bilan du classement ICPE	15
Figure 3 : Localisation des différentes ICPE	16
Figure 4 : Bilan du classement IOTA.....	22

Annexes

Annexe 4.1	Communes concernées par le rayon d'affichage (cartographie)
------------	-------------------------------------------------------------

1. LA DEMANDE D'AUTORISATION ENVIRONNEMENTALE

Dans le cadre de la modernisation du droit de l'environnement et de la simplification des démarches administratives, le Gouvernement a décidé d'unifier certaines procédures et de fusionner les autorisations nécessaires pour la réalisation d'un projet. L'objectif est de rationaliser les instructions administratives, en réduisant le délai d'obtention des actes et le nombre d'interlocuteurs pour le porteur du projet.

Cette procédure d'autorisation unique doit conduire à une décision unique du préfet de département, pour l'ensemble des décisions de l'État relevant :

Du Code de l'environnement :

- autorisation au titre des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE)
- autorisation au titre des installations, ouvrages, travaux et activités (IOTA),
- autorisation spéciale au titre de la législation des réserves naturelles nationales ou des réserves naturelles de Corse,
- autorisation spéciale au titre de la législation des sites classés,
- dérogations à l'interdiction d'atteinte aux espèces et habitats protégés,
- agrément pour l'utilisation d'organismes génétiquement modifiés (OGM),
- agrément des installations de traitement des déchets ;
- déclaration IOTA ;
- enregistrement et déclaration ICPE.

Code forestier :

- autorisation de défrichement.

Code de l'énergie :

- autorisation d'exploiter les installations de production d'électricité.

Code des transports, code de la défense et code du patrimoine :

- autorisation pour l'établissement d'éoliennes

Les bénéfices attendus par cette nouvelles procédures sont les suivantes :

- pour le pétitionnaire, une plus grande lisibilité sur les démarches administratives grâce à un dossier et un interlocuteur unique ;
- les éventuelles demandes de compléments sont faites par l'administration de manière groupée ;
- une meilleure vision globale de tous les enjeux environnementaux du projet ;
- une plus grande stabilité juridique du projet qui ne peut être autorisé ou refusé qu'en une seule fois, évitant la remise en question de sa réalisation à plusieurs reprises.
- la participation du public et des collectivités locales est facilitée avec la conduite d'une enquête publique unique à partir d'un dossier présentant le projet dans sa globalité.

Le déroulement de la procédure est la suivante :

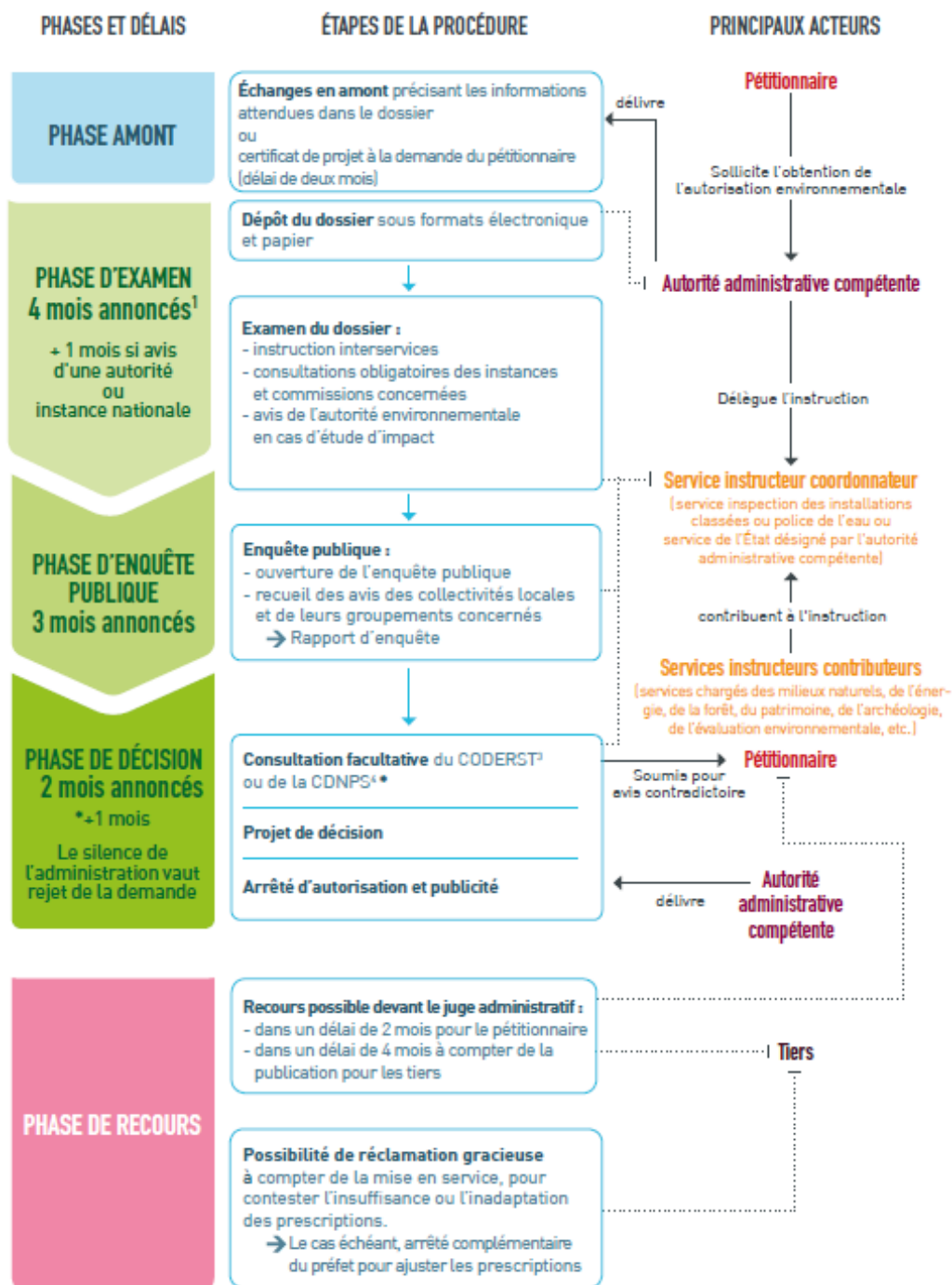


Figure 1 : Procédure de demande d'autorisation environnementale

Extrait document publié par le Ministère de l'Environnement en janvier 2017.

↳ Dans notre cas, le projet est concerné par :

L'autorisation au titre des ICPE.

L'autorisation au titre des IOTA.

2. CLASSEMENT AU TITRE DES INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT (ICPE)

2.1. RUBRIQUES CONCERNÉES, SEUILS DE CLASSEMENT

2.1.1. LES MARCHANDISES STOCKÉES

La plupart des marchandises présentes dans l'entrepôts sont constituées de matériaux combustibles, sans danger particulier. Nous rappellerons (voir aussi chapitre 3 -- § 3.1) qu'il s'agit de produits d'équipement de la maison, décoration, jouets, etc.

Ils entrent dans les rubriques 1510, 1530, 1532 et 2663-2. N'ayant pas de visibilité sur la répartition des marchandises entre chacune de ces rubriques, nous demandons la possibilité de pouvoir les stocker dans n'importe laquelle des 10 cellules.

Le tableau qui suit rappelle la capacité de stockage du bâtiment :

Cellule	Surface plancher	Volume cellule (1510) (*)	Nombre d'emplacements palettes	Volume stocké 2663 (**)	Quantité matières combustibles (***)
A2	11013	153080,7	15260	27468	9156
A2	10969	152469,1	15260	27468	9156
A3	11782	163769,8	15660	28188	9396
A4	11741	163199,9	15660	28188	9396
C1	11825	164367,5	15660	28188	9396
C2	11786	163825,4	15660	28188	9396
C3	11787	163839,3	15660	28188	9396
C4	11736	163130,4	15660	28188	9396
D1	816	11342,4	1190	2142	714
D2	816	11342,4	1190	2142	714
Total	94271	1310366,9	126860	228348	76116
	m ²	m ³	palettes	m ³	tonnes

(*) : en considérant une hauteur au faîtage de 13,9 m.

(**) : en considérant un volume de 1,8 m³ par palette.

(***) : en considérant un poids de matières combustibles de 0,6 t par palette.

Rubrique 1510 :

L'ensemble de l'entrepôt est classé sous la rubrique 1510.

La surface totale des cellules de stockage est de 94 271 m². La hauteur au faitage est de 13,9 m.

Le volume de l'entrepôt défini pour la rubrique 1510 est donc de 1 310 367 m³.

Rubriques 2663-2 : Stockage de produits dont 50% au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) non alvéolaires et non expansés.

Peuvent entrer dans cette catégorie des marchandises telles que jouets, mobilier de jardin, accessoires divers. Le stockage de pneumatiques est exclu.

L'ensemble de l'entrepôt est classé sous la rubrique 2663-2.

Le volume de stockage disponible est de 228 348 m³.

Rubrique 1530 : Dépôt de papier, carton et matériaux analogues

Il peut s'agir de produits types livres, magazines, matériels publicitaires, emballages.

L'ensemble des cellules pourra accueillir ce type de marchandises.

Le volume maximum attendu est de 228 348 m³.

Rubrique 1532 : Dépôt de bois et matériaux analogues

Les marchandises concernées peuvent être des meubles, des objets de décoration.

Les palettes vides stockées en extérieur entrent également dans cette catégorie.

L'ensemble des cellules pourra accueillir ce type de marchandises.

Le volume maximum attendu dans le bâtiment est de 228 348 m³.

Le volume attendu sous chaque auvent extérieur est de 1 900 m³, soit 3 800 m³ au total.

Produits dangereux

Les rubriques précédentes sont des marchandises non dangereuses. Cependant, quelques produits particuliers distribués par JJA sont composés de matières dangereuses. Ces produits seront stockés dans des cellules spécifiques 2.1 et 4.1.

Rubrique 4320 : aérosols inflammables

Ils sont stockés en cellule 4.1.

La quantité maximale présente est de **14 tonnes**.

Rubrique 4440 : solides comburants

Ils sont stockés en cellule 2.1.

La quantité maximale présente est de **5 tonnes**.

Rubrique 4510 : produits dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie 1.

Il s'agit de produits chlorés pour piscine.

Ils sont stockés en cellule 2.1.

La quantité maximale présente est de **75 tonnes**.

Rubrique 4511 : produits dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie 2.

Il s'agit de produits chlorés pour piscine.

Ils sont stockés en cellule 2.1.

La quantité maximale présente est de **5 tonnes**.

Rubrique 4718 : gaz inflammables liquéfiés

Il s'agit des allume-gaz et des briquets.

Ils sont stockés en cellule 4.1.

La quantité maximale présente est de **5 tonnes**.

2.1.2. INSTALLATIONS TECHNIQUES

Rubrique 2910 : Installations de combustion

Chaudières : 2 chaudières utilisant du gaz naturel alimentent le réseau de chauffage du bâtiment. Elles sont regroupées dans une chaufferie.

La puissance thermique de chaque chaudière est de 1,2 MW. La chaufferie abrite une puissance thermique de 2,4 MW.

Motopompes :

Le réseau d'extinction automatique (sprinkler) et le réseau de poteaux incendie sont alimentés par des motopompes utilisant du fioul domestique.

Chaque motopompe a une puissance thermique de 500 kW. Elles sont regroupées dans le local incendie. La puissance de chaque motopompe est de 0,5 MW, le local abrite 3 motopompes soit une puissance thermique de 1,5 MW.

Ce local incendie regroupant des appareils de combustion d'une puissance thermique inférieure à 1 MW n'est pas classé au titre de la rubrique 2910.

Rubrique 2925 : Ateliers de charge d'accumulateurs

L'entrepôt est équipé de 2 locaux de charge indépendants d'une puissance de charge de 500 kW. Ne connaissant pas à ce jour la technologie utilisée par les chariots électriques, on considérera qu'un dégagement d'hydrogène est possible pendant la charge.

Rubrique 4734 : Produits pétroliers

Les motopompes incendie et sprinkler sont alimentées en fioul. Chaque motopompe sera associée à une cuve aérienne de 1 000 l sur rétention.

Le local incendie abrite 3 000 l de fioul domestique (densité de 0,88 kg/l) soit 2,64 t.

Rubrique	Intitulé	Classement	Installations concernées										
1510	<p><u>Entrepôts couverts</u> (stockage de matières, produits ou substances combustibles en quantité supérieure à 500 t dans des) à l'exclusion des dépôts utilisés au stockage de catégories de matières, produits ou substances relevant par ailleurs de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage de véhicules à moteur et de leur remorque et des établissements recevant du public.</p> <p>Le volume des entrepôts étant :</p> <table><tr><td>1. supérieur ou égal à 300 000 m³</td><td>A</td></tr><tr><td>2. supérieur ou égal à 50 000 m³, mais inférieur à 300 000 m³</td><td>E</td></tr><tr><td>3. supérieur ou égal à 5 000 m³, mais inférieur à 50 000 m³</td><td>D</td></tr></table>	1. supérieur ou égal à 300 000 m³	A	2. supérieur ou égal à 50 000 m³, mais inférieur à 300 000 m³	E	3. supérieur ou égal à 5 000 m³, mais inférieur à 50 000 m³	D	A	<p>Ensemble des zones de stockage</p> <p>Volume de stockage = 1 310 367 m³</p> <p>Quantité de matières combustibles = 76 136 t</p>				
1. supérieur ou égal à 300 000 m³	A												
2. supérieur ou égal à 50 000 m³, mais inférieur à 300 000 m³	E												
3. supérieur ou égal à 5 000 m³, mais inférieur à 50 000 m³	D												
1530	<p><u>Dépôt de papier, carton</u> ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés à l'exception des établissements recevant du public.</p> <p>Le volume susceptible d'être stocké étant :</p> <table><tr><td>1. supérieure à 50 000 m³</td><td>A</td></tr><tr><td>2. supérieure à 20 000 m³ mais inférieure ou égale à 50 000</td><td>E</td></tr><tr><td>3. supérieure à 1 000 m³ mais inférieure ou égale à 20 000 m³</td><td>D</td></tr></table>	1. supérieure à 50 000 m³	A	2. supérieure à 20 000 m³ mais inférieure ou égale à 50 000	E	3. supérieure à 1 000 m³ mais inférieure ou égale à 20 000 m³	D	A	<p>Ensemble des zones de stockage</p> <p>Volume stocké = 228 348 m³</p>				
1. supérieure à 50 000 m³	A												
2. supérieure à 20 000 m³ mais inférieure ou égale à 50 000	E												
3. supérieure à 1 000 m³ mais inférieure ou égale à 20 000 m³	D												
1532	<p><u>Dépôt de bois sec</u> ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés à l'exception des établissements recevant du public.</p> <p>Le volume susceptible d'être stocké étant :</p> <table><tr><td>1. supérieure à 50 000 m³</td><td>A</td></tr><tr><td>2. supérieure à 20 000 m³ mais inférieure ou égale à 50 000</td><td>E</td></tr><tr><td>3. supérieure à 1 000 m³ mais inférieure ou égale à 20 000 m³</td><td>D</td></tr></table>	1. supérieure à 50 000 m³	A	2. supérieure à 20 000 m³ mais inférieure ou égale à 50 000	E	3. supérieure à 1 000 m³ mais inférieure ou égale à 20 000 m³	D	A	<table><tr><td>Volume stocké</td></tr><tr><td>Ensemble des zones de stockage = 228 348 m³</td></tr><tr><td>2 Auvents extérieurs = 3 800 m³</td></tr><tr><td>Total = 232 148 m³</td></tr></table>	Volume stocké	Ensemble des zones de stockage = 228 348 m³	2 Auvents extérieurs = 3 800 m³	Total = 232 148 m³
1. supérieure à 50 000 m³	A												
2. supérieure à 20 000 m³ mais inférieure ou égale à 50 000	E												
3. supérieure à 1 000 m³ mais inférieure ou égale à 20 000 m³	D												
Volume stocké													
Ensemble des zones de stockage = 228 348 m³													
2 Auvents extérieurs = 3 800 m³													
Total = 232 148 m³													

Rubrique	Intitulé	Classement	Installations concernées
2663-2	<p><u>Stockage</u> de pneumatiques et produits dont 50% au moins de la masse totale unitaire est composée de <u>polymères</u> (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques).</p> <p>...</p> <p>2. A l'état non expansé et non alvéolaire et pour les pneumatiques, le volume susceptible d'être stocké étant :</p> <p>a) supérieur ou égal à 80 000 m³ A</p> <p>b) supérieur ou égal à 10 000 m³, mais inférieur à 80 000 m³ E</p> <p>c) supérieur ou égal à 1 000 m³, mais inférieur à 10 000 m³ D</p>	A	<p>Ensemble des zones de stockage</p> <p>Volume stocké = 228 348 m³</p>
2910.a	<p><u>Installations de combustion</u> à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770 et 2771.</p> <p>Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds ou de la biomasse, à l'exclusion des installations visées par d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes, si la puissance thermique maximale de l'installation est :</p> <p>1. supérieure ou égale à 20 MW A</p> <p>2. supérieure à 2 MW, mais inférieure à 20 MW DC</p>	DC	<p>Chaufferie :</p> <p>2 chaudières gaz de 1,2 MW</p> <p>Puissance thermique totale = 2,4 MW</p>
		NC	<p>Local incendie :</p> <p>3 motopompes fioul de 0,5 MW</p> <p>Puissance thermique totale = 1,5 MW</p>
2925-1	<p><u>Accumulateurs électriques</u> (ateliers de charge d') :</p> <p>1. Lorsque la charge produit de l'hydrogène, la puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération ⁽¹⁾ étant supérieure à 50 kW. D</p> <p>2. Lorsque la charge ne produit pas d'hydrogène, la puissance maximale de courant utilisable pour cette opération ⁽¹⁾ étant supérieure à 600 kW, à l'exception des infrastructures de recharge pour véhicules électriques ouvertes au public définies par le décret no 2017-26 du 12 janvier 2017 relatif aux infrastructures de recharge pour véhicules électriques et portant</p>	D	<p>2 Locaux de charge :</p> <p>Puissance unitaire = 500 kW</p>

Rubrique	Intitulé	Classement	Installations concernées
	diverses mesures de transposition de la directive 2014/94/UE du Parlement européen et du Conseil du 22 octobre 2014 sur le déploiement d'une infrastructure pour carburants alternatifs. <i>(1) Puissance de charge délivrable cumulée de l'ensemble des infrastructures des ateliers.</i>		
4320	<u>Aérosols extrêmement inflammables ou inflammables de catégorie 1 ou 2</u> , contenant des gaz inflammables de catégorie 1 ou 2 ou des liquides inflammables de catégorie 1. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. supérieure ou égale à 150 t A 2. supérieure ou égale à 15 t et inférieure à 150 t D	NC	Stockage en cellule D2 Quantité stockée = 14 t
4440	<u>Solides comburants catégories 1, 2 ou 3.</u> La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. supérieure ou égale à 50 t A 2. supérieure ou égale à 2 t mais inférieure à 50 t D	D	Stockage en cellule D1 Quantité stockée = 5 t
4510	<u>Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1.</u> La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. supérieure ou égale à 100 t A 2. supérieure ou égale à 20 t mais inférieure à 100 t DC	DC	Stockage en cellule D1 Quantité stockée = 75 t
4511	<u>Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie chronique 2.</u> La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. supérieure ou égale à 200 t A 2. supérieure ou égale à 100 t mais inférieure à 200 t DC	NC	Stockage en cellule D1 Quantité stockée = 5 t

Rubrique	Intitulé	Classement	Installations concernées
4718-2	<p><u>Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2</u></p> <p>La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant</p> <p>a). supérieure ou égale à 50 t A</p> <p>b). supérieure ou égale à 6 t au total mais inférieure à 50 t. D</p>	NC	<p>Stockage en cellule D2</p> <p>Quantité stockée = 5 t</p>
4734-1	<p><u>Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences ; kérosène, gazole, etc.</u></p> <p>La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant</p> <p>Pour les stockages aériens</p> <p>a). supérieure ou égale à 1 000 t A</p> <p>b). supérieure ou égale à 100 t d'essence ou 500 t au total mais inférieure à 1 000 t E</p> <p>c). supérieure ou égale à 50 t au total mais inférieure à 100 t d'essence et inférieure à 500 t au total. D</p>	NC	<p>Cuves de fioul, du local incendie</p> <p>Quantité totale = 2,64 t</p>

Figure 2 : Bilan du classement ICPE

(*) A : Autorisation / E : Enregistrement / D : Déclaration / DC : déclaration avec contrôle périodique / NC : Non classé

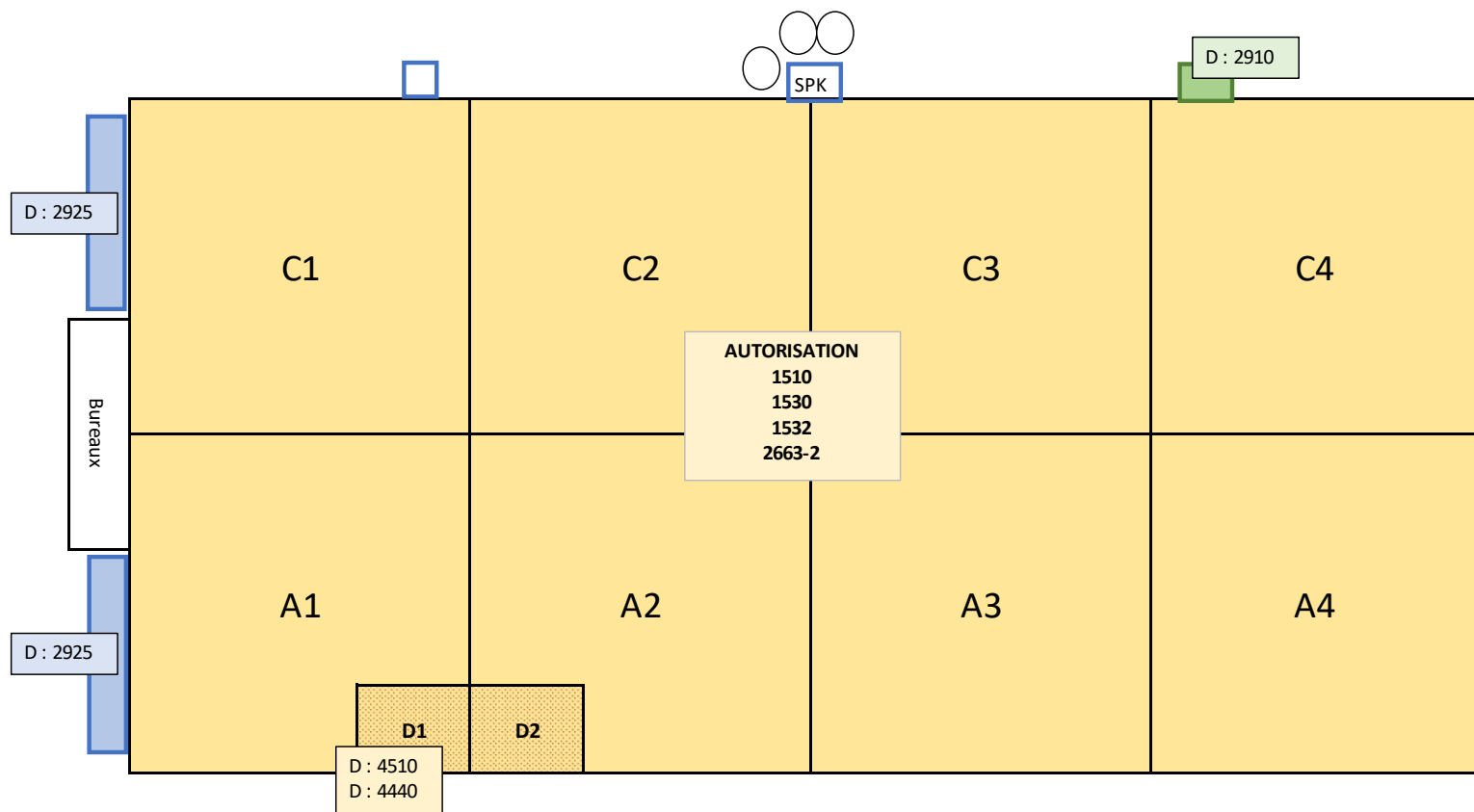


Figure 3 : Localisation des différentes ICPE

2.2. SITUATION AU REGARD DE L'ARRÊTÉ DU 26/05/2014 DIT « SEVESO III »

Cet arrêté fixe les prescriptions relatives à la prévention des accidents majeurs impliquant des substances ou mélanges dangereux présents dans les installations classées. Il transpose en droit français la directive européenne n°2012/18/UE.

Les articles R511-10, R511-11 et R511-12 du code de l'environnement définissent les méthodes de classement « seuil bas » ou « seuil haut » des installations.

Les substances et mélanges dangereux classés sous les rubriques 4xxx sont concernés. La nomenclature des ICPE définie pour chaque rubrique 4xxx une quantité seuil bas et une quantité seuil haut.

Une installation peut être classée seuil bas ou seuil haut, lorsque l'une au moins des rubriques concernées est en quantité supérieure au seuil bas ou au seuil haut.

Si aucune rubrique ne dépasse les seuils qui lui sont applicables, la situation de l'installation est étudiée selon la règle des cumuls. Pour déterminer la situation de l'établissement par rapport à l'arrêté du 26/05/2014, on distingue 3 groupes de produits :

1. « Danger pour la santé » visés par les rubriques 4100 à 4199 ou nommément désignées dans les rubriques 4700 à 4899.
2. « Danger physique » visés par les rubriques 4200 à 4499 ou nommément désignées dans les rubriques 4700 à 4899.
3. « Danger pour l'environnement » visés par les rubriques 4500 à 4599 ou nommément désignées dans les rubriques 4700 à 4899.

L'installation est considérée classée « seuil bas » ou « seuil haut » lorsque la règle de cumul suivante est satisfaite pour l'un au moins des 3 groupes :

$$\sum_{x=1}^n \frac{q_x}{Q_x} \geq 1$$

Avec : q_x : quantité de produit présent dans l'établissement.
 Q_x : quantité seuil haut ou seuil bas de la rubrique considérée.

Dans notre cas, les rubriques et quantités concernées sont :

1. Danger pour la santé :

non concerné

2. Danger physique :

- 4320 : aérosols inflammables
- 4440 : solides comburants
- 4718 : gaz inflammables liquéfiés
- 4734 : produits pétroliers

3. Danger pour l'environnement

- 4510 : dangereux pour l'environnement de catégorie 1
- 4511 : dangereux pour l'environnement de catégorie 2
- 4734 : produits pétroliers

Les galets chlorés classés 4440 sont également étiquetés avec la phrase de danger H410 : très toxiques pour les organismes aquatiques. Ils sont donc également comptabilisés dans la catégorie 3, rubrique 4510. La quantité 4510 retenue pour le calcul Seveso est donc de 80 t.

De même, un aérosol classé 4320 est étiqueté avec la phrase de danger H411 : toxique pour les organismes aquatiques et est également comptabilisé dans la catégorie 3, rubrique 4511, pour une quantité de 200 kg. La quantité 4510 retenue pour le calcul Seveso est donc de 5,2 t.

Le tableau qui suit donne les quantités de produits classés Seveso et les ratios correspondants :

Rubrique			Seveso haut	Seveso bas	JJA	Ratio haut	Ratio bas
4320		Aérosols	500	150	14	0,028	0,093333
4440		Solides comburants	200	50	5	0,025	0,1
4718		Gaz inflammables liqu.	200	50	5	0,025	0,1
4734		Produits pétroliers	25000	2500	2,64	0,000106	0,001056
Groupe 2						0,078	0,294
4510		Dangereux pour l'env. Cat 1	200	100	80	0,4	0,8
4511		Dangereux pour l'env. Cat 2	500	200	5,2	0,0104	0,026
4734		Produits pétroliers	25000	2500	2,64	0,000106	0,001056
Groupe 3						0,411	0,827

Conclusion :

Prise individuellement, aucune rubrique ne dépasse les seuils Seveso bas ou Seveso haut.

Aucun groupe de danger ne dépasse les seuils Seveso haut ou Seveso bas par effet de cumul.

☞ **L'établissement JJA n'est pas concerné par la directive dite « Seveso ».**

2.3. TEXTES APPLICABLES

Nous rappelons ici les principaux textes relatifs à la réglementation des ICPE et applicables à l'établissement JJA selon les rubriques et les niveaux de classement concernés.

Rubriques 1510, 1530, 1532, 2662 et 2663 (autorisation) : Arrêté ministériel du 11/04/2017.

L'ensemble du projet, hors locaux spécifiques est conforme à cet arrêté ministériel. Il n'est pas demandé d'adaptation aux prescriptions de ce texte.

Rubrique 4440 (déclaration) : Arrêté ministériel du 01/08/2019.

La cellule D1 abritant les solides comburants sera conforme à cet arrêté. Il n'est pas demandé d'adaptation aux prescriptions de ce texte.

Rubrique 4510 (déclaration) : Arrêté du 23/12/1998

La cellule D1 abritant le stockage de produits dangereux pour l'environnement sera conforme à cet arrêté.

Une demande d'adaptation est formulée concernant la résistance au feu de la toiture. Voir chapitre 2.4 qui suit.

Rubrique 2910 : Arrêté ministériel du 03/08/2018

La chaufferie soumise à déclaration pour la rubrique 2910 est conforme à cet arrêté. Il n'est pas demandé d'adaptation aux prescriptions de ce texte.

On notera que le local incendie regroupant des appareils de combustion d'une puissance thermique inférieure à 1 MW n'est pas concerné par ce texte.

Rubrique 2925 : Arrêté ministériel du 29/05/2000

Les deux locaux de charge soumis à déclaration sont conformes à cet arrêté. Nous demandons cependant une adaptation concernant la tenue au feu de la toiture.

2.4. DEMANDE D'ADAPTATION AUX ARRÊTÉS MINISTÉRIELS

Cellule D1 :

L'article 2.4 de l'arrêté du 23/12/1998 (rubrique 4510) demande une **toiture incombustible**. Or, cette cellule étant intégrée dans l'enveloppe de l'entrepôt, sa toiture sera identique à celle de l'ensemble des cellules de stockage, c'est-à-dire avec une tenue au feu BROOF(t3). On notera que les arrêtés du 11/04/2017 et du 01/08/2019 applicables également à cette cellule demandent une toiture BROOF(t3). On notera que les produits classés 4510 sont de composition très proche de ceux classés 4440, il s'agit de pastilles ou de granulés désinfectants pour piscine. Ils ne présentent pas de risque incendie. Ces produits ne sont pas inflammables.

Locaux de charge :

Nous demandons une dérogation à l'article 2.4.1 de l'arrêté du 29/05/2000 sur le point suivant :

2.4.1. Les locaux abritant l'installation doivent présenter les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes :

- murs et planchers hauts coupe-feu de degré 2 heures
- **couverture incombustible,**
- portes intérieures coupe-feu de degré 1/2 heure et munies d'un ferme-porte ou d'un dispositif assurant leur fermeture automatique,
- porte donnant vers l'extérieur pare-flamme de degré 1/2 heure,
- pour les autres matériaux : classe M0 (incombustibles).

La toiture des locaux de charges sera identique à la toiture des cellules de stockage. Il s'agira d'un complexe en bac acier (donc incombustible), avec isolation en laine de roche et étanchéité en bicouche élastomère. L'ensemble répond à la classe de résistance au feu BROOF(t3). Au sens strict, elle n'est donc pas incombustible.

Cependant, en analysant l'accidentologie concernant les locaux de charge, on constate qu'il y a très peu d'accident répertorié dans ce type d'installation. De plus, en cas d'incendie dans ce local, les chariots et leurs batteries étant au niveau du sol, soit à quelques mètres de la toiture, il y a peu de chance que les flammes atteignent la toiture. De plus la charge calorifique de cette zone sera faible au regard d'un stockage de marchandises.

Si un feu important se déclarait, le mur séparatif entre les locaux de charge et les cellules de stockage sont REI120 toute hauteur et dépasse donc de plusieurs mètres la toiture des locaux de charge. Cet élément permet d'éviter la propagation des flammes en toiture de la même manière qu'au niveau de chaque cellule de stockage où le risque incendie est plus important.

Nous demandons donc la possibilité de ne pas mettre sur cette zone une toiture incombustible au sens strict qui nécessiterait la mise en place d'une toiture sèche (sans étanchéité), donc des pentes de toit importantes. Outre le côté esthétique lié à cette particularité technique sur une partie du bâtiment, l'absence d'étanchéité sur ce type de toiture peut entraîner des fuites et infiltrations plus fréquentes qu'avec une toiture classique étanchée.

3. CLASSEMENT AU TITRE DE LA LOI SUR L'EAU (IOTA)

Les Installations, Ouvrages, Travaux et Aménagements (IOTA), liés au domaine de l'eau (forages, aménagement de digues, imperméabilisation de surfaces, rejets dans les milieux aquatiques, etc.) peuvent faire l'objet d'une procédure de déclaration ou d'autorisation. La nomenclature des ouvrages et travaux concernés et les seuils de classement sont donnés par l'article R214-1 du Code de l'Environnement.

Les rubriques concernées sont les suivantes :

Rubriques	Intitulé	Ouvrage concerné	Classement
2.1.5.0	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 1° Supérieure ou égale à 20 ha (A) 2° Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha	Rejet d'eaux pluviales dans des bassins d'infiltration. Surface du bassin versant concerné : surface du terrain d'assiette. = 27,4 ha	Autorisation
3.2.3.0.	Plans d'eau, permanents ou non : 1. dont la superficie est supérieure ou égale à 3 ha 2. dont la superficie est supérieure à 0,1 ha et inférieure à 3 ha.	Création de bassin de gestion des eaux pluviales, étanche ou non. Bassin de confinement : 1 375 m ² Bassin de tamponnement : 1 864 m ² Bassin d'infiltration : 25 000 m ² Total = 2,8 ha.	Déclaration

Figure 4 : Bilan du classement IOTA

4. ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE

L'article R122-2 définit les projets qui doivent être soumis à évaluation environnementale. Selon le type de projet et son envergure, l'évaluation environnementale est soit systématique, soit demandée au cas par cas.

Le tableau annexé à l'article R122-2 du Code de l'environnement définit les catégories de projets concernés et les critères de soumissions à évaluation environnementale.

Le projet JJA est concerné par les rubriques suivantes du tableau :

1 - Installations classées pour la protection de l'environnement :

Les rubriques concernant l'entrepôt n'entrent pas dans le cadre des ICPE faisant l'objet d'une évaluation environnementale obligatoire.

.39-a) Travaux et constructions qui créent une surface de plancher au sens de l'article R. 111-22 du code de l'urbanisme ou une emprise au sol au sens de l'article R.420-1 du code de l'urbanisme **supérieure ou égale à 40 000 m².**

La surface plancher créée dans le cadre de ce projet est supérieure à 40 000 m². Le projet est donc soumis à évaluation environnementale systématique.

Le présent dossier de demande d'autorisation environnemental s'accompagne donc d'une étude d'impact.

Le dossier de demande de permis de construire s'accompagnera également de cette même étude d'impact

5. CONSULTATION DU PUBLIC

Le présent projet est soumis à demande d'autorisation environnementale au titre de l'article L181-1 1° du code de l'environnement. Elle doit faire l'objet d'une enquête publique.

Le rayon d'affichage de l'enquête publique dans le cadre de la procédure ICPE est le plus grand parmi les rubriques soumises à autorisation. **Il est de 2 km.**

Les communes concernées sont :

- Croixrault
- Bussy-les-Poix
- Moyencourt les Poix
- Poix-de-Picardie
- Eplèsier
- Thieulloy-l'abbaye
- Fricamps

Voir carte du rayon d'affichage en **Annexe 4.1**

La demande de permis de construire devant également faire l'objet d'une enquête publique dans le cadre de l'évaluation environnementale, cette enquête pourra être conjointe à celle de la demande d'autorisation environnementale.

Annexe 4.1

Communes concernées par le rayon d’affichage (cartographie)

